

La Cause du Communisme

N°7
1984



SUR LA TRANSITION DU CAPITALISME AU COMMUNISME

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



2ème Congrès de l'OCML Voie Prolétarienne

Thèse N° 1 : « Sur la transition du capitalisme au communisme »

I. LE COMMUNISME

Le communisme comme société sans classe

La division sociale du travail est, non la division technique de celui-ci qui attribue à chaque individu une fraction d'un ensemble de travaux, mais la division du travail qui donne aux uns les travaux de conception et de commandement et aux autres les travaux d'exécution. Grâce au pouvoir qu'ils détiennent sur les moyens de production et sur l'appareil d'État, les bourgeois organisent la reproduction et le développement de ce rapport social de dépossession entre les " manuels " et les " intellectuels ". Cette division sociale est le fondement de la différenciation en classes. Elle intègre et reproduit dans ce cadre d'autres formes d'oppression et de discrimination selon le sexe ou la nationalité par exemple.

Le communisme c'est la société sans classe, sans exploitation et sans l'État qui en est l'instrument. Les lois régissant la production de la vie matérielle, qui jusqu'ici dominaient l'Homme, sont maintenant contrôlées par lui. La contradiction temps de travail contraint/temps libre n'existe plus. L'activité libre, activité multiple, la surmonte; car les facultés les plus élevées de l'homme peuvent s'épanouir pleinement. Le travail et les loisirs, la production et la consommation, l'activité intellectuelle et l'activité manuelle ne sont plus séparés et opposés. L'aliénation d'avoir à passer sa vie à arracher sa subsistance à la nature n'existe plus. L'aliénation liée à la division sociale du travail est vaincue. Le règne de l'abondance («à chacun selon ses besoins») est, quant au fond, la fin du travail aliéné et le règne de l'activité libre pour tous. C'est à ce critère de l'activité libre, qui rend superflue la contrainte sociale et la comptabilité par le temps, que se mesure finalement l'avancée vers le communisme, que se mesure la domination du règne de la liberté sur celui de la nécessité. Ainsi, l'homme, maître de sa propre société, devient le maître réel et conscient de la nature. L'activité libre satisfait les besoins les plus riches de l'individu, en même temps que les besoins sociaux. L'individu devient alors un être pleinement social, un être qui se réalise dans une activité dont il est pleinement l'auteur, en même temps que par cette activité, il est reconnu par autrui, par la communauté : échange réciproque fondé non plus sur l'aliénation, matérialisée par l'intermédiaire de l'argent, mais sur la reconnaissance et la recherche de l'utilité de tous les travaux et du plaisir qu'ils apportent. Plus l'individu est riche de cette activité libre, de cette jouissance vitale, plus la communauté des hommes est forte. Le communisme n'uniformise pas les individus. Au contraire, il les épanouit : c'est un kaléidoscope.

Ainsi l'ensemble des rapports sociaux est remodelé. Les travaux de conception sont recomposés. La frontière entre les métiers devient indistincte et chacun peut s'épanouir dans plusieurs domaines. L'éducation, le rapport aux enfants, les formes de cohabitation, les rapports ville/campagne, tous les rapports sociaux portent l'empreinte du nouveau mode de production.

Le communisme c'est des individus, sans doute différents et inégaux dans leur développement physique et intellectuel, mais semblables et égaux dans leur possibilité d'épanouissement et leur

existence collective.

Les contradictions ne disparaissent pas. Ainsi la contradiction jeune/vieux demeure. Il en est de même de la contradiction homme/femme, adulte/ enfant, etc... Elles perdent seulement leur caractère de classe et leur caractère d'oppression d'un groupe par un autre.

Le communisme comme réalité mondiale

Le communisme recompose aussi les rapports entre les peuples. Sur la base de l'internationalisation de leur activité sous le capitalisme, les hommes de chaque peuple mettent en œuvre une coopération qui dépasse les contradictions dues aux particularités ou au niveau de développement. En se débarrassant des entraves héritées des anciennes sociétés de classe, en développant leurs capacités en comptant sur leurs propres forces, les différents peuples mettent en commun les forces productives de chaque nation. Celles-ci fusionnent alors. Les antagonismes nationaux, les guerres qu'ils entraînent disparaissent avec l'exploitation qui en était la base. L'humanité, sortie de sa préhistoire est enfin prête à construire le communisme universel.

La nécessité de la transition

La révolution prolétarienne n'est pas une porte qu'on pousse pour passer d'un mode de production à l'autre. Les tâches qu'elle doit assumer sont d'ailleurs bien plus grandes que pour les révolutions passées. Elle doit balayer le passif de toutes les sociétés d'exploitation, bouleverser tous les rapports sociaux. Cela ne peut se faire que tout au long d'un processus, au cours d'une période de transition entre capitalisme et communisme.

II. LA REVOLUTION PROLETARIENNE EST UNE REVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE PORTEE PAR UNE REVOLUTION POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE

Une révolution qui prend pour base les conditions matérielles développées par le capitalisme

Depuis qu'existent des sociétés de classe, depuis que la condition de la majorité des hommes est celle d'exploités, s'est formée dans leur conscience l'aspiration à une société libre. Avec le capitalisme, ce rêve jusqu'alors utopique a vu se développer les conditions matérielles de sa réalisation historique.

Le capitalisme en créant un marché du travail met tous les hommes dans un rapport d'échange mutuel généralisé de leurs activités. La généralisation du salariat tend donc à délivrer les hommes des diverses barrières, nationales ou locales, qui bornaient leurs horizons sociaux dans les sociétés antérieures. Cet échange mutuel d'activités, parce qu'il se réalise à travers l'échange de marchandises, reste en partie masqué à leur conscience. Ce mouvement d'unification du monde par le capitalisme crée les conditions objectives de l'émergence d'une conscience internationaliste.

Dans les sociétés antérieures, le travailleur exploité conservait la maîtrise du procès de travail. Le procès d'exploitation restait extérieur à celui-ci. Le capitalisme en développant la division du travail, en faisant éclater le procès de travail, rend illusoire l'aspiration à une recombinaison individuelle du travail. Il rend de ce fait absolument nécessaire la lutte contre la division sociale du travail et le caractère social et collectif de la recombinaison de celui-ci et des autres activités au sein de la société. Aucun des domaines de la vie sociale, tous marqués par la division du travail, ne sera épargné par la transformation révolutionnaire de la société.

Dans les sociétés précédentes, une partie de la production se faisait déjà sous forme marchande. Avec le capitalisme_ toute la production est devenue une production sociale. Pratiquement plus aucun producteur ne fabrique de biens qui satisfont directement ses propres besoins. Tous produisent en vue de l'échange. Mais si la production est sociale, elle reste le fait de fabricants indépendants, utilisant les ressources dont ils disposent en fonction de leurs intérêts particuliers et dans l'ignorance de l'activité des autres producteurs. Cette contradiction sociale qui s'exprime dans la loi de la valeur caractérise les économies marchandes. Elle crée la possibilité générale des crises économiques. Mais l'éclatement de ces crises ne s'explique que par les contradictions sociales propres au capitalisme. Dans celui-ci en effet le développement de la productivité (c'est-à-dire la capacité croissante à produire des valeurs d'usage) engendre avec la baisse du taux de profit une " loi " qui à un moment donné se retourne contre le développement même de cette production de valeurs d'usage.

Ainsi les rapports sociaux qui caractérisent le capitalisme (échange marchand, généralisation du salariat, division du travail) rendent impossible un développement harmonieux, pacifique, de la société. Le capitalisme produit des crises et des guerres. Mais ces crises, à travers lesquelles se régénère temporairement le capitalisme, ne peuvent être surmontées provisoirement que par l'aggravation de l'exploitation ouvrière et le renforcement de la domination impérialiste.

Le capitalisme, en développant sans cesse les forces productives, en réduisant toujours plus le temps de travail nécessaire à la production de la vie matérielle, laisse entrevoir les potentialités que libérera la révolution socialiste.

Ainsi le développement du capitalisme accumule les forces sociales et les bases d'un refus conscient de ce mode de production de la vie sociale. Il pousse à la prise en main par les producteurs de cette production sociale.

La révolution socialiste est une révolution de type nouveau

La révolution socialiste n'a pas pour but de remplacer une classe dominante par une autre classe. Elle a pour but d'abolir toutes les classes. Dans cette révolution, le prolétariat subordonne ses intérêts particuliers aux intérêts généraux de l'humanité. Il est révolutionnaire justement en ce qu'il n'a pas d'intérêts particuliers à défendre, n'ayant que ses chaînes à perdre. Il est révolutionnaire, dans la mesure où il est la seule classe ayant intérêt à aller jusqu'au bout dans l'abolition des classes, et dans la mesure donc où il est (seul pendant toute la transition) la classe qui porte, représente et défend les intérêts généraux de l'humanité. Il perd son orientation révolutionnaire s'il en vient à vouloir chausser les bottes de la bourgeoisie, ou à rentrer dans son lit encore chaud et à adopter le point de vue : " ils ont profité, à mon tour maintenant "

A l'intérieur du mode de production capitaliste, les conditions matérielles du communisme n'existent pas sous la forme de forces productives et de rapports de production alternatifs. Elles existent au sein des contradictions

social/privé, forces productives/rapports de production, contradictions qui s'expriment socialement et politiquement dans la lutte des classes. Ainsi, l'aspiration à prendre en main la production sociale débouche parfois sur la constitution de coopératives ouvrières. Celles-ci apportent alors la preuve de l'impossibilité à modifier la division sociale du travail au sein d'une seule unité de production sans que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique. Mais elles manifestent encore, même si c'est de façon dévoyée, la vigueur de l'aspiration ouvrière à transformer les rapports sociaux.

Les conditions matérielles du communisme qui existent sous le capitalisme ne peuvent pas être transformées en rapports de production et en forces productives alternatives sans la prise du pouvoir par le prolétariat. Avec la révolution prolétarienne s'ouvre donc une période de transition marquée par la coexistence de rapports de production antagoniques : rapports de production capitalistes et rapports de production communistes naissants. Au début de la transition, le prolétariat n'est donc dominant que sur le plan politique.

La prise du pouvoir d'État par le prolétariat crée l'une des conditions du développement de rapports nouveaux. Ces rapports nouveaux prennent la forme, d'abord élémentaire et embryonnaire, d'une coopération consciente des hommes entre eux, première atteinte à la division capitaliste du travail.

Le moteur de la transformation des rapports sociaux est la lutte de classe : l'action des masses ouvrières dans toutes les sphères de la vie sociale. C'est cette action et celle des ouvriers, armés de la conscience des buts et des moyens de cette transformation, qui sont la clé du communisme. Cette conscience, le parti en est le propagateur et le centre d'élaboration. Il joue le rôle d'intellectuel collectif du prolétariat. Au début du processus révolutionnaire, c'est le parti qui réalise de la façon la plus achevée la recomposition de l'activité pratique et de la pensée. Cette recomposition est le but de la transformation révolutionnaire; elle justifie le déclin du rôle du parti au cours de la transition, et la disparition de celui-ci à l'aube du communisme.

III. LES CONTRADICTIONS DE LA SOCIÉTÉ DE TRANSITION

La direction effective de la société par la classe ouvrière constitue l'objectif de la révolution. Elle se traduit dans sa capacité à rallier d'autres couches et classes à ses objectifs. Cependant la division capitaliste du travail, de même que l'inégal développement de la conscience révolutionnaire font que, d'abord, seule une minorité exerce réellement le pouvoir. La contradiction dirigeants/dirigés est donc une donnée objective de la société de transition. Contradiction qu'il s'agit de dépasser.

L'état de dictature du prolétariat

L'état issu de la révolution prolétarienne présente un caractère double :

- d'une part il est le produit de la constitution de la classe ouvrière en classe dominante. Cet état se fonde sur les organisations nées du processus révolutionnaire (conseils d'usine, comités de quartier, commune, etc.). Il accomplit le programme du prolétariat dans l'organisation de la production comme dans toutes les sphères de la vie sociale. Il a pour tâches d'établir les conditions de la poursuite de cette transformation, d'étendre la révolution, de favoriser l'expression et l'organisation des masses dans leur propre prise en charge.
- d'autre part, il reste dans une certaine mesure un appareil séparé des masses. Ces organisations, comme les administrations subsistantes, ne sont prises en charge que par une minorité et il se développe inévitablement des contradictions avec les masses. Pourquoi ? Parce que seul le prolétariat peut définir ses propres intérêts et les mettre en œuvre. Ensuite, de par la fonction sociale dominante de l'État, il naît et se révèle régulièrement des comportements bourgeois en son sein. En cela la subsistance de l'État témoigne de la survivance de la division capitaliste du travail, donc des fonctions bourgeoises.

Dans la résolution des conflits nés de cette contradiction, deux voies s'opposent. Une voie vise au renforcement des pouvoirs discrétionnaires de l'État L'autre favorise la résolution par les masses elles-mêmes de ces contradictions. L'expérience historique montre que cette intervention des

masses n'est pas acquise une fois pour toute. Les organisations politiques de masse issues de la révolution peuvent parfaitement dégénérer rapidement en structures bureaucratiques.

La capacité dirigeante du prolétariat est justement sa capacité à mobiliser et à entraîner derrière lui dans la lutte pour les transformations révolutionnaires une quantité de plus en plus grande de travailleurs. Plus les prolétaires, puis les autres travailleurs, s'occupent de toutes les questions sociales, plus ils participent à la transformation de la société, plus on peut parler d'une réelle dictature du prolétariat. Dans la lutte contre la bourgeoisie est menée la lutte contre la coupure dirigeants/dirigés. Ce combat qui constitue un aspect de la lutte pour la suppression des classes se mène y compris contre la nouvelle bourgeoisie.

Mais l'exercice réel du pouvoir par les masses ne se mesure pas seulement à l'existence de structures démocratiques de participation comme les " soviets ". Il se mesure surtout par la capacité des masses à maîtriser toutes ces questions sociales. Cette maîtrise exige aussi bien du temps libre, que la lutte pour se réapproprier et développer le savoir scientifique et les connaissances générales et que celle pour éliminer la division intellectuels/manuels.

L'État s'éteint en s'élargissant, en faisant participer à son fonctionnement une masse croissante de travailleurs. Mais cette transformation n'est pas spontanée. Le moteur en est la lutte contre la division sociale du travail et pour l'élimination du travail aliéné. En effet, ce n'est que lorsque l'activité libre aura remplacé la vieille contradiction travail contraint/temps libre que l'administration des choses pourra remplacer le gouvernement des hommes. Ce n'est qu'avec l'activité libre que l'homme s'intègre consciemment dans l'édification sociale sans y être contraint par un État

Avec la fin de l'État et la fin des classes qui l'accompagne, s'éteint aussi la démocratie, qui n'est qu'un mode d'exercice du pouvoir d'une classe et de ses alliés contre d'autres classes.

Le rôle du Parti Communiste

Le rôle dirigeant du politique et de l'idéologie dans la transformation suppose la conscience du but et des moyens pour y arriver. Cette conscience n'étant pas répartie uniformément, seule l'organisation de la frange la plus consciente permet une collectivisation fructueuse des idées et des pratiques. Cette collectivisation permet au prolétariat de se doter d'un programme. Les raisons de fond qui nécessitent l'existence d'un parti communiste sous le pouvoir de la bourgeoisie se maintiennent donc pendant la période de transition.

Dans la lutte de classes qui traverse cette période, le parti représente les intérêts généraux du prolétariat. Son rôle est central en tant qu'unique parti dirigeant, mais pas nécessairement le seul, exerçant la dictature du prolétariat. Il joue un rôle de direction idéologique (le programme), politique (lutte au sein de l'État et des masses), pratique (organisation des masses, impulsion ou généralisation des expériences avancées dans et hors la production). Cette direction ne se décrète pas, elle se gagne et se renforce dans la lutte des classes.

Cependant le parti est différent des masses. Il existe donc une contradiction Parti/masses de même nature que les contradictions État/masses ou dirigeant/dirigé. Cette contradiction existe aussi en son sein à travers la contradiction centralisme/démocratie. De plus, beaucoup de communistes, en particulier des dirigeants, se retrouvent à la direction d'entreprises ou bien dans l'appareil d'État à des fonctions parfois peu contrôlées par les masses. Tous ces phénomènes, dus à la subsistance de la division sociale du travail, produisent régulièrement des idées et des positions bourgeoises au sein même du parti.

Plus généralement, les contradictions existant dans la société, la lutte constante entre la voie capitaliste et la voie communiste trouvent leur reflet dans la lutte de ligne qui le traverse.

Le parti, comme l'État, n'exerce dans la société le rôle dirigeant que pour supprimer les bases de leur existence en tant que corps séparé : la division sociale du travail. Le parti se dissout dans la société au rythme de la libération de l'initiative des masses. Au fur et à mesure que les masses investissent les rouages de la société, au fur et à mesure qu'elles contribuent plus directement à l'orientation du parti, celui-ci voit son rôle s'estomper. Le parti se justifie de moins en moins et il disparaît au rythme de l'extinction de la division sociale du travail.

IV. LEUR RESOLUTION A TRAVERS LA LUTTE DE CLASSES

La socialisation des moyens de production

Le pouvoir prolétarien, par l'expropriation des capitalistes, donne le coup d'envoi à la prise en main systématique par les ouvriers de la production. Il crée ainsi une des conditions pour la liquidation de la contradiction production privée/production sociale et de la division sociale du travail qui caractérisent le capitalisme.

Après expropriation, sans indemnité, des moyens de production et de distribution capitalistes, l'État prolétarien devient en droit propriétaire de la majorité des moyens de production et d'échange. Cette propriété est celle de l'appareil central de l'État ou celle des appareils locaux (communes, conseils) en fonction de la taille et de la nature des unités de production ou de distribution.

La petite production est aujourd'hui entièrement dominée par la grande production. Elle contribue pour une part faible à la production de richesses; mais elle emploie encore un nombre important de prolétaires. Ceux-ci devront sous le socialisme trouver des formes de coopération adéquates, associant les producteurs et les utilisateurs. On ne doit a priori exclure toute forme d'association (propriété communale, coopérative...). Ces formes de propriété, comme la propriété d'État, sont des formes transitoires.

Cette propriété collective en droit est une condition nécessaire mais nullement suffisante de la transformation des rapports sociaux et d'une appropriation réelle des moyens de production et d'échange par les producteurs.

Que la propriété soit étatique ou coopérative, l'appropriation effective des moyens de production par les ouvriers butte en effet sur l'existence de la division sociale du travail. La maîtrise de ces moyens par les ouvriers impose la lutte contre cette division. Elle ne sera donc totale qu'avec l'abolition des classes et le communisme.

C'est dans l'appareil d'État et dans les grandes unités de production que cette contradiction et que la lutte contre la division du travail se développeront de la façon la plus décisive quant à la marche vers le communisme. Au début de la transition, l'appropriation réelle des moyens de production y sera encore le fait d'une couche d'administrateurs, de gestionnaires et de spécialistes. Quelle que soit son origine, cette couche sociale tendra spontanément et parfois consciemment à se consolider en une " nouvelle bourgeoisie ".

Cette tendance ne pourra être combattue 'que par l'intervention crois - sante des ouvriers en premier lieu et de leurs alliés, dans les choix politiques et économiques. Cette intervention prendra au début la forme élémentaire d'un contrôle; mais avec la réappropriation des connaissances intellectuelles et des tâches de direction, les masses acquièreront de plus en plus la

capacité à mettre en œuvre, collectivement, les forces productives de la société et leur transformation; car, développées par le capitalisme, ces forces productives en portent l'empreinte : toute la conception de la machinerie et de l'organisation du travail est faite pour dominer et contraindre le travailleur, le réduire à l'état d'exécutant docile et décervelé.

C'est pourquoi on ne peut se contenter de révolutionnariser les rapports de production, il est indispensable de remodeler les forces productives, de concevoir de nouvelles machines, une nouvelle organisation du travail allant vers une production automatique.

Cette lutte prendra des formes exacerbées chaque fois qu'apparaîtront des difficultés économiques et sociales. La lutte de classes opposera alors les partisans d'un élargissement du pouvoir des spécialistes et ceux d'un accroissement de l'intervention des masses.

La planification et l'extinction de la loi de la valeur

Dans la première phase du socialisme, la production marchande et l'échange de marchandises existent encore. Les unités productives, les producteurs et les produits sont encore en situation de relative indépendance. Les relations entre les unités productives et la répartition des biens de consommation s'effectuent spontanément sous forme d'échanges de marchandises selon le principe de l'échange de valeurs égales, c'est-à-dire de l'échange de quantité de travail égales.

Mais cet échange de quantités égales de travail est encore un " droit bourgeois ". Les conditions de la production restent inégales, les individus ont une place inégale dans le processus de production, un inégal niveau physique et intellectuel, des situations personnelles et familiales inégales.

Le principe de rémunération " A chacun selon son travail " tient compte de la division du travail et du faible niveau des forces productives qui subsistent dans cette phase. La rareté des produits et l'attitude des hommes face à un travail qui est encore aliénant ne permettent pas de donner " A chacun selon ses besoins ".

Laisser librement jouer la loi de la valeur revient à encourager le réinvestissement du surtravail dégagé, dans les secteurs à forte productivité sociale dans ces mêmes secteurs et donc à accroître le rythme d'accumulation de ces secteurs au détriment des autres. Les écarts s'en trouvent renforcés.

Laisser jouer librement la loi de la valeur amène à privilégier la productivité immédiate dans la production et donc à laisser cadres, ingénieurs et dirigeants valoriser immédiatement leurs compétences techniques sans perdre leur temps au travail de production directe ou à la formation des ouvriers.

En développant la planification de l'économie, l'État prolétarien limite la loi de la valeur. Il essaie d'affecter les ressources en fonction des intérêts de la révolution. Mais la planification n'abolit pas la loi de la valeur et, pour une part, le caractère social de ce qui est produit est sanctionné a posteriori. Cela parce qu'existe encore la division sociale du travail. La planification n'est pas révolutionnaire par nature. Elle n'est qu'un outil qui ne sert la classe ouvrière que par les buts qu'elle poursuit et par la manière dont elle est mise en œuvre.

Ainsi la planification " socialiste " peut parfaitement n'être que le système de gestion bureaucratique d'une bourgeoisie d'État comme c'est le cas en URSS. Alors, non seulement le salariat subsiste, mais encore la concurrence entre industriels, entre ministères, tous avides de main d'œuvre et de crédits. La loi de la valeur, en apparence égratignée, se maintient.

Dans la société de transition, le plan se construit et se vérifie au sein des organismes de pouvoir nés du processus révolutionnaire et dans les structures économiques mises en place par le pouvoir prolétarien. Dans ses objectifs, le plan cherche à résoudre la contradiction entre les capacités de production et de travail et les besoins des masses durant la période de transition;

besoins dont la définition est l'un des enjeux de la lutte des classes.

Ces besoins ne sont donc pas principalement d'éliminer dans la production des biens l'anarchie et le gaspillage. La planification traduit dans la production les objectifs de transformation sociale que poursuit le prolétariat :

- elle oriente la production et la distribution en vue d'accroître le bien-être physique et intellectuel des larges masses,
- elle organise la répartition des tâches dans la production en vue de réduire les fonctions bureaucratiques et non productives de valeurs d'usages et de diminuer le temps et la pénibilité du travail.
- elle développe des services gratuits au détriment de l'échange monétaire.
- elle stimule le développement des forces productives pour réduire le temps de travail nécessaire à la production.
- elle affecte une partie des ressources en temps de travail à la formation intellectuelle, théorique et pratique, des ouvriers.
- elle développe l'échange entre nations suivant les devoirs internationalistes particuliers d'un ancien pays impérialiste, les intérêts de la révolution et la nécessité de maintenir des relations d'État à État à systèmes sociaux différents dans le cadre d'échanges marchands.

La dictature du prolétariat, pour avancer vers le communisme, s'attache à limiter les effets de la loi de la valeur et à supprimer les fondements de son existence : élever en permanence la socialisation des moyens de production vers l'appropriation sociale complète, réduire par la planification scientifique et la participation politique des masses, l'indépendance des travaux exécutés par différentes unités de production et la division sociale et manufacturière du travail, développer une politique de prix qui tende à lutter contre les déséquilibres issus du capitalisme entre les différents secteurs, mettre l'avance des unités les plus productives au service de la production sociale entière et mobiliser ainsi tous les travailleurs.

La planification vise alors une égalisation croissante des conditions de production, donc une atténuation des différences, de la division sociale du travail.

Dès le début de la dictature du prolétariat, une partie de la production et de la répartition est consciemment soustraite aux mécanismes de la loi de la valeur : l'initiative volontaire et consciente des ouvriers dans le travail bénévole pour l'ensemble de la société et la part croissante des produits nécessaires aux masses distribués gratuitement ou à bas prix (santé, logement, denrées de base, éducation, culture...) sont les premiers germes de cette lutte. Au fur et à mesure de la lutte révolutionnaire contre la division sociale du travail, contre les grandes différences, les forces productives sont remodelées et se développent de telle sorte qu'elles assurent à tous les membres de la société non seulement une existence parfaitement suffisante du point de vue matériel, mais l'épanouissement et l'exercice libre et complet de leurs dispositions physiques et intellectuelles. Ainsi, la richesse sociale n'est plus constituée par une accumulation de marchandises mais se mesure par l'abondance du temps libre. Il subsiste encore un temps libre et un temps de travail fondé sur la survivance du travail aliéné. Le communisme réalise la suppression de cette contradiction et rétablit le règne de la liberté contre le règne du travail aliéné.

Dans sa mise en œuvre, le plan combine centralisme et démocratie, initiative des masses et lutte idéologique et politique sous l'impulsion du parti, intervention large et démocratique quant aux choix d'orientation, contrôles des résultats et responsabilités.

Cependant la subsistance de la loi de la valeur conduit à des contradictions dans le développement économique qui prennent le caractère de crises. A ces occasions la lutte de classes devient plus vive, dans la société et dans le parti. Le point de vue bourgeois affirme surmonter les contradictions, par le renforcement du rôle des experts, par le renforcement des contrôles

bureaucratiques sur la production, voire par la répression des producteurs directs à qui est imposée une discipline militaire. C'est le point de vue qui a été adopté par Staline pour surmonter les contradictions de la période de transition et qui reste pratiqué dans les pays de capitalisme d'État. Le point de vue communiste cherche à surmonter ces contradictions en favorisant l'initiative des masses dans la production. Le parti s'efforce de leur donner les moyens idéologiques, théoriques et pratiques de leur intervention. Initiative et responsabilité accrue des masses : c'est la lutte contre la division sociale du travail, c'est la condition de la marche au communisme.

L'extinction des classes et la division sociale du travail

Héritage des sociétés d'exploitation, la division sociale du travail subsiste dans la période de transition. La tâche du prolétariat et de son parti est de la liquider. Cependant, le fait que la maîtrise des forces productives reste encore l'apanage des anciens bourgeois impose une lutte, mais aussi des compromis tactiques. Aucun compromis n'est neutre du point de vue de l'avenir du communisme. Tout compromis qui freine durablement l'initiative des masses affaiblit les bases du communisme dans la société de transition. Aussi en même temps que sont passés des compromis avec les éléments bourgeois ou avec les masses arriérées doit être renforcé dans le prolétariat le travail idéologique, politique et pratique. Ce travail, en contribuant à la transformation du rapport de forces entre les classes, permettra de modifier les compromis passés dans un sens toujours plus favorable au prolétariat.

La persistance de la division sociale du travail est une des bases sur lesquelles se développent des privilèges de fonction et de situation. A partir de ceux-ci un certain nombre de dirigeants s'engageront dans la voie capitaliste. Cette nouvelle bourgeoisie tend à fusionner avec l'ancienne qui survit à son expropriation par sa maîtrise des connaissances scientifiques et techniques et par son expérience de la gestion. Parmi ces nouveaux fonctionnaires du socialisme se retrouvent aussi des cadres des organismes dirigeants du prolétariat, de par leur position dominante dans la société de transition.

La division sociale du travail issue du capitalisme subsiste; donc les classes aussi. Rien n'est définitivement acquis pendant la période de transition. L'histoire de la société de transition est donc marquée par une âpre lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat pour la maîtrise de la production et de tous les rouages de la société, une lutte pour supprimer ou renforcer la division du travail.

Au cours de cette lutte, le prolétariat doit investir en masse toutes les structures où se décident les choix économiques. Ce contrôle est déjà un pas en avant important dans la gestion de la production par les ouvriers. Cependant celle-ci restera formelle si le prolétariat ne s'approprie pas en même temps toutes les connaissances techniques et scientifiques qui sont actuellement l'apanage des techniciens, ingénieurs et autres spécialistes. De plus, cette couche sociale, qui tient ses privilèges de situation de la division capitaliste du travail, constitue une base d'appui objective à une restauration du pouvoir de la bourgeoisie; elle devra assurer progressivement sa part de travail productif.

Ainsi, la lutte contre la division du travail relève d'un double mouvement. D'une part la participation des dirigeants au travail d'exécution. D'autre part (et surtout), la formation des masses pour qu'elles prennent en main les tâches de conception et d'organisation au cours du remodelage des forces productives.

La révolution et la lutte de classes dans la superstructure

La révolutionnarisation de tous les rapports sociaux n'a pas comme préalable le bouleversement achevé de leur base économique. Ce point de vue mécaniste s'est pourtant imposé dans la IIIème Internationale. La révolution prolétarienne est une révolution sociale portée par une révolution idéologique et politique. La transformation des superstructures et les luttes qui s'y déroulent agissent donc comme des stimulants dans la transformation des rapports sociaux de production.

L'expérience de la révolution bolchevique comme celle de la révolution chinoise montrent que durant les périodes révolutionnaires, l'initiative des masses se développe dans tous les domaines de la vie sociale parce que la condition d'exploité détermine tous les aspects de la vie sociale des ouvriers et des travailleurs. Naissent alors des mouvements, des expériences et des remises en cause multiples et contradictoires qui touchent l'enseignement, la médecine, la famille, la vie culturelle et la production artistique...

Le prolétariat doit bouleverser l'exercice de la médecine, abattre le " pouvoir médical ", pour mettre en œuvre les conditions de sa santé qui ne sera plus alors la simple reconstitution ou réparation de sa force de travail.

Le prolétariat doit aussi transformer tout le système éducatif. Aujourd'hui outil de reproduction de la division sociale du travail, il deviendra moyen d'un libre épanouissement des individus. La production culturelle et artistique sera 'sortie de sa tour d'ivoire, et mise au service des buts libérateurs avant de devenir une activité libre.

La socialisation de la sphère de la reproduction de la force de travail sapera les bases matérielles du caractère bourgeois de la famille, lieu de la reproduction des classes et de la division sexuelle du travail le plus proche des individus. La lutte contre le droit bourgeois, égal en apparence et inégal au fond, et surtout les organisations des femmes et des enfants contribueront puissamment à bouleverser les relations au sein de la famille.

Dans ces transformations, le prolétariat rentrera en contradiction avec la petite bourgeoisie dont certaines couches tirent leurs privilèges du monopole qu'elles exercent dans les tâches médicales, éducatives ou artistiques.

L'initiative des masses dans le bouleversement de la superstructure prendra des formes multiples et souvent contradictoires. Contradictions entre les initiatives elles-mêmes, contradiction entre les expériences avancées et les masses qui subissent encore le poids de l'idéologie bourgeoise. D'autre part une fraction de la petite bourgeoisie participera activement à ces initiatives car sur ce terrain aussi bien que dans la lutte contre certains aspects de la domination du capitalisme elle se montre souvent la plus active.

La tâche d'avant-garde du parti sera, là comme ailleurs, de promouvoir les initiatives justes. Mais la justesse de ces initiatives, du point de vue du but (lutte contre la division du travail, développement de l'échange gratuit, formes de libre association...) ne peut s'apprécier que dans leur mise en œuvre. Le rôle d'avant-garde du parti ne pourra s'exercer que sur la base d'une multiplication d'initiatives et de pratiques à propos desquelles il impulse le débat idéologique et politique. Il poussera à la généralisation des expériences les plus avancées, la transformation de la société dans la période de transition n'étant pas un mouvement calme- et harmonieux réglé comme une horlogerie; mais un mouvement contradictoire et conflictuel.

Le développement du capitalisme a constitué dans les pays impérialistes un énorme secteur de fonctions amenées à disparaître sous le communisme (sécurité sociale, banques...). La transformation du mode de production et d'échange amènera donc des contradictions avec des couches sociales proches du prolétariat. Celui-ci devra les résoudre en maintenant l'alliance avec celles-ci.

L'accumulation du capital a aussi produit des villes tentaculaires et dépeuplé les campagnes. Liquider la division sociale du travail nécessite aussi de liquider la contradiction ville/-campagne par la régression des grandes cités et la répartition de toutes les activités sur des bases nouvelles. De même la contradiction ouvriers/paysans devra être résolue par la coopération et la maîtrise commune des choix économiques.

La division sociale du travail, fondement de la différenciation en classes, intègre et reproduit dans ce cadre d'autres formes spécifiques d'oppression et de discrimination suivant le sexe ou la nationalité par exemple. L'abolition des classes est une condition nécessaire à la liquidation de ces formes d'oppression. Cependant 'ce n'est pas une condition suffisante. Cette liquidation exige un combat spécifique qui conditionne lui-même en retour les autres luttes.

Le dépassement du droit bourgeois. Le droit témoigne du caractère contradictoire de la période de transition. Il est bourgeois car il manifeste la persistance de la loi de la valeur et la nécessité de répartir la richesse en fonction du temps de travail fourni. Il reflète la division sociale du travail par le maintien d'une inégalité dans la distribution. Mais il témoigne aussi de l'avancée dans la transformation de la société.

L'État socialiste ne peut éliminer d'un seul coup les inégalités, les classes

Dans la période de transition subsiste la contradiction temps de travail contraint/temps libre, fondée sur la survivance de la division sociale du travail et du travail aliéné. Il subsiste donc aussi des inégalités dans la répartition fondée sur le temps de travail, chacun étant inégal face au travail. Inégalités dans la division du travail, inégalités dans la répartition sont tolérées et même dans une certaine mesure protégées par l'État socialiste. Qui dit État dit classes et différences de classes. Donc la loi, le droit existent toujours qui organisent ces rapports de classes, les codifient. C'est en ce sens qu'il faut reconnaître que l'État socialiste de transition se protège lui-même, protège les classes, le droit, puisqu'il reconnaît leur existence (et la protège même parfois contre le "gauchisme").

Mais en ce sens seulement. Car il n'y a socialisme que si les prolétaires luttent pour la disparition de l'État, des classes, du droit.

Le droit, par exemple, est d'emblée inégal par opposition au droit égal de l'époque capitaliste, afin de servir à corriger et éliminer les inégalités tant dans le processus de production (lois obligeant les dirigeants au travail manuel, accordant la priorité aux ouvriers pour les postes dirigeants, etc...) que dans la répartition (introduction de certains éléments de "à chacun selon ses besoins" dès le début de la phase de transition comme santé, enseignement gratuits, etc...).

La lutte du prolétariat doit se saisir alors du caractère contradictoire de l'État et du droit pour avancer vers la suppression du travail aliéné, comme condition fondamentale pour qu'il n'y ait plus ni État ni droit.

Le droit constitue donc, à la fois, un frein et un des éléments de transformation. Un frein dans la mesure où il tend à reproduire l'inégalité entre les hommes et la division du travail. Un élément stimulant de la transformation dans la mesure où il affirme la nécessité de dépasser les rapports existants et où il reconnaît et facilite les conditions de l'initiative et de l'expression des masses (droit de grève, de presse, moyens d'expression et de critique...). Il contribue aussi à la généralisation des pratiques les plus avancées.

Aussi la lutte de classe s'exprime-t-elle aussi sur ce terrain. C'est pourquoi élargir le droit bourgeois ou le dépasser sera l'enjeu d'une lutte; lutte qui prend appui sur les luttes fondamentales de la période de transition (division du travail, dépérissement de l'État).

Reste que le droit ne peut que sanctionner formellement un rapport de forces. Par rapport au droit, l'exercice réel du pouvoir par une classe est principalement déterminé par qui détient la force militaire.

V. LE CARACTERE INTERNATIONAL DE LA TRANSITION

Les communistes se fixent pour but la révolution communiste internationale et orientent dès aujourd'hui leur stratégie dans ce sens. Cependant, étant donné l'inégal développement des contradictions de classe, les communistes n'excluent pas une phase de transition où la révolution n'aurait triomphé que dans le cadre plus étroit d'une ou plusieurs nations.

Dans ce cas la tâche du prolétariat de ces pays est d'aider par tous les moyens, y compris militaires, à l'élargissement de la révolution mondiale. Cette aide devant être sous la direction politique des révolutionnaires de ces pays. C'est l'axe central de la politique extérieure du prolétariat. La politique dite de " coexistence pacifique " avec le camp impérialiste lui est subordonnée.

Malgré ce cadre national étroit, la transformation des rapports sociaux est entreprise. L'existence des pays impérialistes pèse cependant sur la transformation :

- sur le plan militaire : nécessité d'un fort secteur économique militaire, donc parasitaire. Nécessité d'une armée permanente en plus de la milice ouvrière. Cette armée de par sa séparation d'avec la population constitue une base objective d'appui du camp bourgeois
- sur le plan économique : contraintes d'échange, achat de matériel et de machines...
- sur le plan idéologique : poids de la propagande et des médias des pays capitalistes, renforçant de fait tout ce qui est arriéré dans les masses (individualisme, racisme, etc.)

Tout cela renforce les courants bourgeois de toutes sortes dans les pays en transition.

La marche au communisme ne peut que être mondiale, à cause de tout cela; mais surtout parce que la division sociale du travail est aussi internationale. C'est sur cette base que se font les contradictions entre peuples et nations. En particulier se posera le problème de la résolution de la contradiction pays dominants/pays dominés dont héritera la société de transition. Pour la France : la liquidation de l'héritage impérialiste. La lutte pour le communisme exige donc une internationale pour diriger les processus nationaux dans le sens des intérêts généraux de la révolution.

PROGRAMME GENERAL DE LA TRANSITION DU CAPITALISME AU COMMUNISME

I. Le but de notre lutte révolutionnaire est le Communisme. L'humanité atteindra ce stade lorsqu'auront été abolies les classes sociales et la division sociale capitaliste du travail sur laquelle repose leur existence. Lorsqu'auront été abolis les Etats et les superstructures politiques, instruments de domination et de lutte de classes. Lorsque les nations auront librement fusionné et qu'aura été abolie la division internationale impérialiste du travail sur laquelle reposent l'oppression et l'exploitation des nations faibles par les nations fortes.

II. Entre le capitalisme et le communisme s'étend une période de transition ou Dictature du prolétariat. Cette période de transition est une révolution prolétarienne ininterrompue et par étapes, une révolution économique et sociale portée par une révolution idéologique et politique. Pendant toute la période de transition existent les classes et la lutte des classes, bien que dans une société de transition la forme d'existence et de lutte des classes soit modifiée. La reproduction d'une classe bourgeoise est une tendance objective tant que subsiste la division capitaliste du travail ou ses vestiges, tant que subsiste un appareil d'Etat ou ses vestiges. Sur cette base surgissent nécessairement les tentatives de constitution d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique en force politique et demeure la possibilité de sa victoire contre-révolutionnaire.

Aussi la question de la ligne idéologique et politique, et celle du pouvoir politique restent décisives pour l'accomplissement des tâches de la transition. Aussi, cette lutte des classes se reflète-t-elle au sein des superstructures politique, militaire et administrative, sous la forme de la lutte entre deux lignes, entre deux voies : avancer vers le communisme ou régresser vers le capitalisme.

La lutte des classes dans la société et la lutte entre deux lignes dans les organes du pouvoir révolutionnaire sont le moteur de la transition, pour qu'à partir d'une société héritée du capitalisme soient remodelées et développées les forces productives, révolutionnarisés les rapports de production, transformées les relations

sociales qui correspondent à ces rapports de production, bouleversées les idées qui émanent de ces relations sociales.

Dans le processus de transition du capitalisme au Communisme, la ligne politique et idéologique est le facteur dirigeant, tandis que les transformations économiques et sociales sont la base déterminante en dernière instance.

III. Pour accomplir victorieusement la transition du capitalisme au communisme, les communistes se fixent les tâches suivantes :

1. Renforcer l'exercice effectif du pouvoir par les masses : résoudre progressivement la contradiction entre l'avant-garde communiste et les masses, celle entre pouvoir politique et pouvoir social. Et ce jusqu'au dépérissement des appareils d'Etat, des partis politiques. Réaliser l'armement du camp du prolétariat, mesure transitoire vers la suppression des armées en général.

2. Elimination de la propriété privée, individuelle et de classe, des moyens de production et d'échange, sans exceptions. Appropriation et gestion sociale de l'ensemble des instruments nécessaires à la vie sociale sur la base des rapports de collaboration et d'assistance mutuelles, et dans le sens des besoins d'émancipation de l'humanité.

3. Remodeler les forces productives, les techniques et la science selon une autre rationalité : celle du libre épanouissement des facultés physiques et intellectuelles des individus. Reconvertir les productions socialement inutiles. Produire cette nouvelle rationalité elle-même, de nouveaux rapports sociaux et donc de nouveaux besoins, pour créer une communauté réelle des hommes.

4. Développer les forces productives dans le sens d'un processus de production automatisé pour réduire à un minimum le travail nécessaire de la société. Répartir ce travail entre tous les membres de la société et supprimer les emplois parasites et socialement inutiles. Le temps libre mesure la richesse sociale.

5. Liquidier progressivement la division capitaliste du travail, c'est-à-dire :

- recomposer le travail manuel, le travail intellectuel et l'activité physique et sportive, dans le système d'éducation, sur les lieux de travail et d'habitation
- recomposer les fonctions de commandement et d'exécution, supprimer les hiérarchies
- recomposer les fonctions administratives et les fonctions de production
- socialiser le travail domestique, l'éducation des enfants, assurer le dépérissement progressif de la famille bourgeoise en sapant les bases de la division sexuelle du travail.

6. Liquider progressivement la polarisation entre villes concentrationnaires et campagnes désertiques, entre régions sur-développées et sous-développées. Démantèlement de l'urbanisation capitaliste, développement et répartition équilibrée des activités industrielles, agricoles, culturelles et de loisirs, entre les régions.

7. Abolir le salariat par une répartition sociale des richesses de moins en moins liée au temps de travail et de plus en plus liée à la satisfaction des besoins de l'individu et de la collectivité (santé, loisirs, culture, éducation, etc.); et par un processus de réduction des différences de salaires en rapport avec le recul de la division sociale capitaliste du travail.

8. Réaliser la fusion librement consentie des nations. D'abord en pratiquant l'internationalisme prolétarien actif dans le but d'étendre au monde entier la révolution prolétarienne, dimension mondiale sans laquelle il n'y aura de communisme nulle part. Ensuite en renversant peu à peu la division internationale impérialiste du travail, par l'aide désintéressée des pays les plus développés aux pays les moins développés, en réparant de cette façon la dette que les pays impérialistes ont contractée auprès des pays dominés. Enfin en développant une culture et des échanges humains multinationaux, débarrassés des entraves posées par les flux migratoires contraints et sur la base de l'égalité des nations grandes ou petites.

IV. Le Communisme n'est pas une société d'uniformité et d'égalitarisme, mais seulement une société où individualités et inégalités ont perdu leur caractère de classe : des individus différents et inégaux dans leur développement physique et intellectuel, mais semblables et égaux dans leurs possibilités d'épanouissement et leur existence collective. L'Homme est enfin libéré de la tâche asservissante d'avoir à consacrer sa vie à arracher de quoi vivre à la nature. L'individu existe dans l'échange de son activité libre non aliénée avec celle des autres.

Dans la société communiste, les contradictions ne disparaissent pas, elles perdent seulement leur caractère de classe. Ici prend fin la préhistoire de l'humanité, la communauté humaine maîtrise son propre développement.

